

**Smaïn Laacher, Professeur de sociologie à l'université de Strasbourg (UMR 7367 *Dynamiques Européennes*).**

Il ne se passe pas un jour sans que l'immigration ne fasse l'objet de controverses interminables. A tort ou a raison. Ne pas en parler, garder le silence, faire comme si il ne se passait rien pour « eux », ni pour « nous », ni « entre nous », c'est dépolitiser cet objet à bien des égards central du discours politique. Ne pas cesser de l'invoquer (quelque soit le mois ou l'année ; période électorale ou non), pour dire, selon les uns et les autres, toute la vérité sur la véritable place que devrait occuper ces populations dans l'ordre national, c'est contribuer à *essentialiser* des pratiques sociales et donc placer ces populations à l'écart d'un monde commun. Alors comment construire un récit qui ne soit pas immédiatement une position ou de parti pris ? Comment construire, sur un thème aussi idéologique que les immigrés et l'immigration, un discours qui s'écarterait d'une vision quelque peu bêtifiante sur la « neutralité » et qui contredirait une série d'idées reçues qui forcément heurteraient des intérêts sociaux : le silence et le « bon sens » des politiques (de droite et de gauche d'un bout à l'autre de l'échiquier politique), et les intérêts de toute sorte des porte-parole et des hauts parleurs qui ont besoin d'idées simples (pour ne pas dire simplistes) et de slogans définitifs ? Le dernier ouvrage de Patrick Weil (avec Nicolas Truong,

*Le sens de la République*

, Grasset, 2015) nous offre, avec une remarquable nuance dans le propos et l'analyse, un point de vue empiriquement fondé non pas sur les immigrés et l'immigration mais sur les liens historiquement construits entre la République et ses étrangers (réels ou imaginés). La République comme mode d'organisation politique de la société et cadre institutionnel et symbolique rendant possible (et vivable) l'existence d'une communauté de personnes ayant entre elles quelque chose en commun. La République est une *chose publique* et c'est bien ainsi que Patrick Weil l'entend.

Le *sens fondamental* de cette République française qui n'a cessé, on l'oublie trop souvent, de penser les conditions de l'inclusion, en droit et en pratique, de *l'étranger*, l'auteur nous le montre et le démontre avec maîtrise et subtilité en mobilisant une pluralité de

perspectives : historique, juridique, sociologique et politique. Et c'est là tout l'intérêt de cet ouvrage car ces systèmes de compréhension ou ces disciplines sont rarement tenus ensemble, particulièrement lorsqu'il s'agit d'immigration. Quelque soit le thème abordé par l'auteur de l'ouvrage : les immigrés et leurs enfants, la laïcité aujourd'hui, les frontières et l'Etat-nation, les pratiques religieuses, les mémoires et leurs rapports à l'histoire, l'histoire coloniale, les discriminations, l'intégration nationale des immigrés, le droit de la nationalité et la naturalisation, les modes d'appartenance culturelles et symboliques à la nation française, etc., Patrick Weil ne renonce à aucun moment à la contextualisation historique et à la comparaison des pratiques et des politiques publiques des différents Etats de l'Union européenne en matière de gestion des populations immigrées, mais aussi entre l'UE et les Etats-Unis. Si

*le présent est de l'histoire en acte*

, alors cet ouvrage nous en offre un exemple probant et argumenté. Ce qu'il dit à propos de l'identité de la France mérite d'être rappelé.

« Ce qui fait l'identité de la France, ce n'est pas ses paysages qui peuvent être très différents entre eux, et semblables parfois à des paysages allemands, italiens, espagnols ou suisses, c'est la construction, par des générations de Français, d'une histoire sociale et politique commune qui donne des références particulières et a façonné notre identité. Et ce qui fait que certains français se sentent en « insécurité » en voyant emménager près de chez eux des compatriotes de couleur, c'est que leur référent historique ne les a jamais inclus. La France, dans sa tête, ce n'est pas la Guadeloupe et cela a été encore moins l'Algérie, le Mali ou le Vietnam. Or, cela l'a été et nous devons nous le représenter ainsi. Ce dont nous souffrons, ce n'est donc pas d'insécurité culturelle, mais d'insécurité historique » (page 160).

L'auteur réussit son pari de nous faire comprendre *Le sens de la République*, pour deux raisons qui sont explicitement des raisons scientifiques. La première c'est que Patrick Weil se conduit, lorsqu'il parle de la République et de ses immigrés, en

*chercheur*

parfaitement au fait d'un capital de savoirs accumulés depuis de nombreuses années sur ces thèmes de recherches. Particulièrement sur des objets difficiles et souvent « techniques » comme le droit de la nationalité, la naturalisation ou la laïcité. Ce qui rend son propos critique et ses démonstrations convaincantes c'est qu'il mobilise un double savoir parfaitement complémentaire : un savoir académique (pour l'essentiel le droit et l'histoire) et un savoir pratique produit d'un engagement dans diverses institutions publiques qui ont eu à traiter du fait migratoire. Mais il n'y a pas que cela. Toute son œuvre se construit sur une

*thèse*

(du nom grec

*thesis*

qui signifie « action de poser » et que l'auteur de ces lignes partage pleinement) : l'immigration n'est pas une « chance pour la France », ou encore plus lyrique : « la France est un pays métisse, vive le métissage » ; la vérité objective est bien plutôt la suivante :

*l'immigration est une donnée historique avec laquelle la société française doit composer.* □

Ce raisonnement ou cette idée de départ permet d'éviter les emballements naïfs et ainsi de renoncer à tout examen de ces questions qui ne serait pas fondé en raison. Que les politiques enfilent fadaïses sur fadaïses sur l'immigration et les immigrés ce n'est pas nouveau et malheureusement ce n'est pas le seul domaine où ils excellent en inepties et méconnaissance.

Mais le chercheur doit toujours y regarder à deux fois avant de se prononcer sur la portée des événements et des pratiques (émeutes, foulard, radicalisme religieux de jeunes issus de l'immigration, etc.), émanant de personnes singulières, de collectifs, ou de la puissance publique. Ce avec quoi rompt Patrick Weil, et c'est un apport réflexif très important pour le thème qui nous intéresse ici, c'est avec l'« académisme radical » qui se croit sans cesse dans l'obligation de défendre les « exclus », les « pauvres » et les « immigrés » (assemblés bien souvent dans une même catégorie floue et qui peuvent être substituables au gré des circonstances et de la position sociale des uns et des autres), le seul « vrai » « peuple » qui compte pour un grand nombre de militants et de sociologues.

Ce livre est passionnant, se lit comme un roman (national) et on y apprend ce que nous sommes.

Smaïn Laacher